

Motion du CSE – Outil TimeIT - 23 Avril 2026

Contexte et objectif initial de l'outil

Le CSE rappelle que l'outil **TimeIT** a été déployé par la Direction dans un contexte de mise en conformité légale relatives au suivi du temps de travail, notamment à la suite des remarques et vigilances émises par l'Inspection du travail en 2024.

À l'origine, cet outil devait permettre :

- un décompte fiable, quotidien et infalsifiable du temps de travail,
- une traçabilité des heures supplémentaires, des horaires atypiques, des repos et des compensations,
- ainsi qu'un pilotage global du respect des durées de travail et des temps de repos, dans l'intérêt à la fois de l'entreprise et des salariés.

Dysfonctionnements techniques récurrents constatés

Depuis son déploiement, le CSE constate — au travers des procès-verbaux de réunions, des signalements des salariés et de ses échanges avec la Direction — que l'outil présente de nombreux dysfonctionnements notamment :

- des problèmes de performance et de disponibilité, en particulier lors des périodes de saisie,
- l'impossibilité de saisir ou de corriger des temps réellement travaillés sans recourir à des *historical edits* lourds, peu traçables et mal outillés,
- une prise en compte incomplète ou incorrecte des règles de l'accord sur le temps de travail, notamment concernant :
 - les repos compensateurs,
 - la durée maximale du travail (notamment le dépassement de six jours consécutifs),

ce qui génère des messages incohérents, juridiquement erronés ou contradictoires affichés aux salariés et aux managers chargés de revoir et valider les feuilles de temps,

- des erreurs de paie avérées ou des régularisations tardives liées à des déclarations incorrectes ou impossibles,
- des lenteurs importantes dans le traitement des jours compensatoires, avec des délais pouvant dépasser deux semaines pour le crédit et l'utilisation effective d'un jour de récupération après un travail réalisé en dehors des horaires et jours habituels (par exemple de nuit ou le samedi).

Ces difficultés sont identifiées depuis de nombreux mois, régulièrement remontées en CSE, et ne sont toujours pas résolues de manière pérenne.

Un usage inadapté et en contradiction avec la réalité du travail

Le CSE considère que TimeIT n'est pas adapté.

Dans les faits :

- les salariés sont incités à adapter leurs déclarations à ce que l'outil accepte, et non à ce qu'ils ont réellement travaillé,
- la saisie devient déclarative, approximative, voire corrective a posteriori, plutôt que factuelle et quotidienne,
- l'outil impose la saisie d'informations complémentaires non nécessaires au contrôle du temps de travail. Le temps de saisie est inutilement long, contre-productif pour l'adoption et l'usage rationnel du logiciel, et par ailleurs contraire aux principes de « **privacy by design** » que l'entreprise impose à ses salariés dans leurs activités professionnelles : ne pas collecter d'informations non nécessaires.
- certains temps de travail réels ne sont pas déclarés ou sont déclarés de manière inexacte afin d'éviter :

- des blocages techniques,
- des alertes automatiques,
- ou des circuits de validation inopérants.

Ce fonctionnement fait peser la responsabilité de la conformité principalement sur les salariés, alors même que l'outil et les processus associés ne permettent pas un suivi fiable, simple et exhaustif du temps de travail.

Un détournement du caractère déclaratif de l'outil

Le CSE alerte sur le fait que le caractère déclaratif imposé à TimeIT est aujourd'hui détourné de son objectif légal.

En l'état, l'outil ne permet pas :

- de garantir la réalité des heures effectivement travaillées,
- d'assurer un contrôle effectif du respect des durées maximales de travail et des temps de repos, notamment pour les salariés au forfait jours,
- ni de produire un reporting immédiatement exploitable, fiable et conforme en cas de contrôle externe.

Ces constats rejoignent les réserves formulées par l'Inspection du travail, qui a rappelé la nécessité d'un décompte quotidien, traçable et fiable du temps de travail.

Position de protection des salariés et recommandation transitoire du CSE

Face aux limites actuelles de l'outil TimeIT et dans un objectif de protection des salariés, le CSE recommande à l'ensemble des collaborateurs de conserver, à titre personnel et préventif :

- un suivi individuel de leur temps de travail (par exemple via un fichier Excel ou un support équivalent),
- ainsi qu'une trace de toutes les sollicitations professionnelles intervenant en dehors des horaires habituels, notamment :
 - appels téléphoniques,
 - messages WhatsApp ou SMS,
 - courriels,
 - sollicitations via Teams ou tout autre outil collaboratif.

Cette recommandation vise à permettre aux salariés de :

- justifier la réalité de leur temps de travail,
- documenter leur charge réelle,
- et se prémunir en cas de litige, de contestation ou de régularisation tardive, lorsque les outils mis à disposition ne permettent pas un enregistrement fiable, conforme et exhaustif.

Position et décision du CSE

Au regard :

- de la répétition des dysfonctionnements,
- de l'absence de correction structurelle malgré les alertes successives,
- de l'inadaptation de l'outil à une partie significative de la population, notamment au regard de certains statuts,
- et du risque juridique, social et humain que fait peser la situation actuelle,

le CSE considère que l'outil **TimeIT ne remplit pas aujourd'hui sa mission dans l'état actuel.**

En conséquence, le CSE décide qu'il **ne remontera plus de points, d'incidents ou de demandes correctives liés à TimeIT**, tant que :

- l'outil n'aura pas été entièrement repensé, tant sur le plan technique que fonctionnel,
- et tant qu'il ne permettra pas un décompte réel, simple, fiable et conforme du temps de travail, en adéquation avec l'accord d'entreprise et le droit du travail.

Le CSE reste bien entendu disponible pour être consulté en amont sur tout projet de refonte sérieuse, complète et structurante de l'outil.

Motion votée en réunion plénière du CSE le 23 avril 2026.

English version CSE Motion – TimeIT Tool (This document written in French, has been translated in English by automated online support. Official version is written in French.)

April 23, 2026

Context and Initial Purpose of the Tool

The CSE recalls that the **TimeIT** tool was deployed by Management in a context of legal compliance relating to working time tracking, notably following remarks and warnings issued by the Labour Inspectorate in 2024.

Originally, this tool was intended to ensure:

- a reliable, daily and tamper-proof recording of working time;
- traceability of overtime, atypical working hours, rest periods and compensations;
- as well as overall monitoring of compliance with working time limits and rest periods, in the interest of both the company and employees.

Recurrent Technical Dysfunctions Observed

Since its deployment, the CSE has observed — based on meeting minutes, employee feedback and exchanges with Management — that the tool presents numerous dysfunctions, including in particular:

- performance and availability issues, especially during timesheet submission periods;
- the inability to enter or correct actually worked time without resorting to heavy, poorly traceable and inefficient *historical edits*;
- partial or incorrect implementation of the rules set out in the working time agreement, notably regarding:
 - compensatory rest;
 - maximum working time limits, in particular exceeding six consecutive working days;

which generates inconsistent, legally incorrect or contradictory messages displayed to employees and to managers responsible for reviewing and approving timesheets;

- proven payroll errors or late corrections linked to incorrect or impossible declarations;
- significant delays in the processing of compensatory days, with timeframes that may exceed two weeks before a recovery day is credited and effectively usable following work performed outside normal hours or days (for example night work or Saturdays).

These issues have been identified for many months, have been regularly raised in the CSE, and remain unresolved in a sustainable manner.

Inappropriate Use Contrary to the Reality of Work

The CSE considers that **TimeIT is not fit for purpose**.

In practice:

- employees are encouraged to adapt their declarations to what the tool allows, rather than to what they have actually worked;
- time entry becomes declarative, approximate or corrective *a posteriori*, rather than factual and daily;
- the tool requires the entry of additional information that is not necessary for the purpose of working time control. This results in an unnecessarily long data entry process that is counterproductive to adoption and rational use of the tool, and is also contrary to the “**privacy by design**” principles imposed by the company on its employees in their professional activities, namely the principle of not collecting unnecessary data;
- some actual working time is not declared, or is declared inaccurately, in order to avoid:
 - technical blocks;
 - automatic alerts;

- dysfunctional validation workflows.

This situation places the responsibility for compliance primarily on employees, even though the tool and associated processes do not allow for reliable, simple and comprehensive tracking of working time.

Misuse of the Declarative Nature of the Tool

The CSE warns that the declarative approach imposed by **TimeIT** is now being diverted from its legal purpose.

In its current state, the tool does not make it possible:

- to guarantee the reality of hours actually worked;
- to ensure effective monitoring of compliance with maximum working time limits and rest periods, particularly for employees under *forfait jours* schemes;
- nor to produce immediately usable, reliable and compliant reporting in the event of an external audit or inspection.

These findings echo the concerns raised by the Labour Inspectorate, which recalled the necessity of a daily, traceable and reliable recording of working time.

Employee Protection Position and Transitional Recommendation of the CSE

In light of the current limitations of the **TimeIT** tool, and with the objective of protecting employees, the CSE recommends that all employees personally and preventively keep:

- an individual record of their working time (for example via an Excel file or an equivalent medium);
- as well as evidence of all professional solicitations occurring outside normal working hours, including in particular:
 - phone calls;
 - WhatsApp or SMS messages;
 - emails;
 - requests via Teams or any other collaborative tool.

This recommendation is intended to enable employees to:

- substantiate the reality of their working time;
- document their actual workload;
- and protect themselves in the event of disputes, challenges or late adjustments, when the tools provided do not allow for reliable, compliant and comprehensive time recording.

Position and Decision of the CSE

In view of:

- the recurrence of the dysfunctions;
- the absence of structural corrective actions despite repeated alerts;
- the unsuitability of the tool for a significant part of the workforce, notably with respect to certain employment statuses;
- and the legal, social and human risks generated by the current situation;

the CSE considers that the **TimeIT tool does not fulfil its purpose in its current state**.

Consequently, the CSE decides that it **will no longer raise issues, incidents or corrective requests related to TimeIT**, as long as:

- the tool has not been entirely redesigned, both technically and functionally;
- and as long as it does not allow for a real, simple, reliable and compliant recording of working time, in line with the company agreement and labour law.

The CSE remains, of course, available to be consulted in advance on any serious, comprehensive and structurally sound project to redesign the tool.

Motion adopted in the CSE plenary meeting on April 23, 2026.